

Dépenses IT pour 2012 : le Gartner corrige à la baisse

La crise de « la zone Euro » et les contraintes pesant sur les livraisons de disques durs seraient les deux principaux facteurs expliquant une moindre croissance des dépenses IT en 2012 dans le monde.

En conséquence, le cabinet Gartner révisé ses prévisions à la baisse mais sans panique : au lieu de +4,6 %, les analystes tablent maintenant sur **+3,7 %**. Le volume d'investissements IT total dans le monde devrait s'établir à **3.800 milliards** de dollars (contre 3.700 milliards en 2010). En sortie de crise, en 2010, par rapport à 2009, la croissance avait été presque double, à 6,9 %.

La prudence affichée pour 2012 s'explique par le contexte général de faiblesse des économies dans le monde, la crise de la zone Euro et, toujours, la conséquence des inondations en Thaïlande...

Tous les postes de dépenses en retrait

Les quatre principaux domaines de dépenses du secteur IT sont concernés par ce réajustement de croissance : les matériels, le logiciel d'entreprise, les services IT et les équipements & services télécoms.

« Nous estimons que la fourniture de disques durs pourrait être réduite de 25 % – voire plus – au cours des 6 à 9 prochains mois. La reconstruction des unités de fabrication détruites va prendre du temps et les effets continueront à être perceptibles sur 2012 et très probablement sur 2013. »

Le secteur de dépenses le moins touché sera celui des grands fabricants de PC en OEM, mais tous les constructeurs devraient être plus ou moins impactés par les restrictions de fourniture de disques durs. Et ces restrictions, notamment sur les six premiers mois de l'année 2012, auront des conséquences sur l'ensemble des dépenses 'hardware'.

C'est le domaine des **équipements télécoms** qui va bénéficier du plus fort taux de croissance, à +6,9 % en 2012, devant les **dépenses dans le logiciel** (à +6,4 %).

« La plupart des économistes continuent de penser qu'une dépression économique mondiale précipitée par la chute de la zone Euro n'est pas le scénario le plus probable. À l'inverse, une solution politique, au moins temporaire, doit permettre d'éviter un effondrement catastrophique généralisé de l'Euro, même si des mois, sinon des années d'incertitude et de faible croissance pourraient advenir dans les pays de la zone Euro. »